

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2017)
Heft: 2158

Artikel: Infrastructures et compétence : la Suisse peut construire l'avenir : utiliser la force du franc pour investir dans le progrès
Autor: Bendahan, Samuel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014280>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

politique.

Sur le marché suisse, l'offre de logements initiée par le secteur privé n'a pas répondu et ne répond toujours pas de manière satisfaisante à la demande. C'était surtout le cas au moment du lancement de l'initiative. Sous la pression d'une forte immigration, le marché était tendu. Il privilégiait l'offre de logements de haut de gamme à prix élevés au détriment des logements à loyer abordable.

Aujourd'hui, on observe une [détente](#) avec l'augmentation du taux de vacance et une baisse des loyers. Détente très relative pour les régions urbaines, où l'offre de logements à loyer abordable reste et restera encore insuffisante. L'état du marché du logement va certainement conditionner les chances d'acceptation ou de refus de l'initiative.

Villes et cantons au travail

L'initiative a déjà produit des effets positifs puisque le Conseil fédéral a reconnu la nécessité d'accroître les moyens du fonds de roulement octroyant des prêts pour la construction des logements à loyer abordable. Cet engagement de la Confédération pourra être un stimulant pour les cantons et les communes.

Mais ces collectivités publiques n'ont pas attendu la Confédération pour prendre des [initiatives](#) visant à favoriser les logements d'intérêt public. L'exemple de la ville de Zurich est révélateur. La part des logements à loyer favorable est de 20% et, à la suite d'une votation populaire, cette part va passer à 30%. Dans les agglomérations urbaines de Bâle ([DP 2067](#)), Berne,

Lausanne et Genève, les initiatives se sont multipliées pour favoriser et encourager la construction de logements d'utilité publique. Dernière en date, la nouvelle loi vaudoise sur la promotion du parc locatif qui vient d'être acceptée par le peuple à 55%. Le nombre de [coopératives](#) de logement a fortement augmenté dans les cantons de Vaud et de Genève. De plus en plus de projets immobiliers construits par des communes ou des promoteurs privés comprennent une proportion de logements d'utilité publique.

L'initiative a peu de chances d'être acceptée. On peut douter qu'elle trouve une majorité dans les cantons de Suisse centrale qui ne sont pas très concernés et dans ceux de Suisse orientale qui manifestent généralement une forte méfiance à l'égard des interventions de la Confédération.

Infrastructures et compétence: la Suisse peut construire l'avenir

Utiliser la force du franc pour investir dans le progrès

Samuel Bendahan - 17 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31218>

Au moment de prendre de grandes décisions politiques, il faut souvent mettre en balance deux facteurs distincts: d'une part le coût que l'on doit subir maintenant et, d'autre part, le bien que l'on en retirera dans l'avenir. C'est tout le dilemme

des investissements dans les infrastructures, dont il est relativement aisé de déterminer les coûts, mais souvent beaucoup plus difficile d'évaluer les bénéfices futurs.

En Suisse, nous nous trouvons

aujourd'hui dans une situation tout à fait exceptionnelle. Nous avons potentiellement les moyens d'investir et de créer de la valeur, en offrant en échange aux prestataires quelque chose qui ne nous coûte rien. En plus, tout

investissement aura, comme toujours, un effet sur l'emploi et le pouvoir d'achat à court terme.

Se posent donc deux questions. D'abord, comment dégager les moyens d'investir sans que cela ne péjore notre situation présente? Ensuite, quels sont les bons choix à faire maintenant en matière d'investissements?

Des moyens non exploités

A l'heure actuelle en Suisse, et pour encore une durée indéterminée, les taux d'intérêt sont négatifs - ce qui a rapporté une [coquette somme](#) à la Banque nationale suisse. En clair, les dépôts auprès de la BNS ne sont non seulement pas rémunérés, mais coûtent à ceux qui doivent les effectuer.

Par ailleurs, nous avons un problème crucial de monnaie trop forte qui pénalise notre industrie, en particulier suite à la décision inexplicable (et toujours inexplicquée) de la BNS de supprimer le taux plancher du franc par rapport à l'euro. Les industries d'exportation en [souffrent](#) sérieusement. Les travailleurs aussi ont subi les conséquences de l'option de la BNS: des plans de chômage partiel ou de restructuration ont été annoncés dès après la hausse brutale du franc.

Notre franc est beaucoup trop fort. Non parce que l'étranger veut acheter nos produits ou investir en Suisse, mais simplement du fait que notre monnaie devient objet de spéculation et passe pour une

valeur refuge. Il est temps d'utiliser cette force excessive de notre monnaie, à défaut de vouloir payer le prix d'un retour du franc à une valeur raisonnable - ce que nos entreprises exportatrices comme nos travailleurs souhaitent.

La BNS dispose de très grandes quantités de devises, de francs notamment. En agissant de façon plus stratégique avec cette force de frappe, il est possible de se renforcer sans perdre de marge de manœuvre.

Investir à la périphérie de l'îlot suisse

Il y a deux façons de gagner ainsi sur tous les plans.

Premièrement, il faut constituer un fonds souverain, alimenté par les devises étrangères que la BNS doit acquérir par centaines de milliards pour affaiblir le franc. Plutôt que d'investir de façon large, il serait possible de financer des projets d'avenir, par exemple dans la périphérie géographique de notre pays ou dans l'intérêt de la population. N'oublions pas que si les régions qui nous entourent vont bien, cela aidera bien sûr de nombreuses personnes à l'extérieur, mais aussi notre propre industrie d'exportation par exemple.

Deuxièmement, des projets dans le domaine de l'énergie ou du développement d'infrastructures doivent se faire en collaboration avec l'étranger. Autant investir au-

delà de nos frontières, car nous serons ainsi parties prenantes et associés aux grandes décisions.

Nous pouvons donc simultanément créer des projets d'avenir qui rapporteront et soutenir l'industrie de notre pays. Le seul prix de l'émission monétaire, c'est la perte de valeur de la monnaie. Or, c'est aujourd'hui ce que nous souhaitons. Mieux encore, nous ne prenons aucun risque. En effet, si un jour le franc baisse trop, car on a trop dépensé, nous pourrions racheter les francs que nous avons émis à l'extérieur pour un prix inférieur à celui de leur vente. Nous gagnerons alors de l'argent.

L'idée d'utiliser une part des réserves de la BNS pour l'investissement international se rapproche d'ailleurs des propositions, nombreuses, préconisant la création d'un fonds souverain en Suisse. En l'occurrence, il s'agirait en effet d'avoir une logique analogue, avec une focalisation stratégique sur les investissements transfrontaliers. Par ailleurs les investissements locaux se différencient d'un fonds souverain par le fait qu'il s'agit d'utiliser notre propre monnaie plutôt que les réserves de devises issues directement de la politique d'affaiblissement du franc suisse.

Construire l'avenir

L'avenir, ce sont d'abord les personnes. Mais ce sont aussi

les infrastructures durables que nous laisserons à ceux qui nous suivront. Au moment où le chômage existe dans notre pays et où l'Etat est payé pour emprunter de l'argent, il devient évident que tout investissement un tant soit peu intelligent ne peut que s'avérer rentable, même du point de vue strictement financier.

Il est donc temps que, d'entente avec la BNS, la Confédération lance un nouveau plan d'infrastructures dans les domaines d'avenir que sont l'énergie et les transports, notamment. L'augmentation des cadences de desserte dans tout le pays et l'amélioration de la *convenience*, soit le confort des usagers des transports publics, contribueront à maîtriser l'augmentation prévisible du trafic, tout en respectant les impératifs de sauvegarde de l'environnement.

Le peuple a montré à deux reprises, par l'adoption des fonds FAIF (2014) et Forta (février 2017), qu'il est prêt à soutenir un engagement public en faveur des investissements dans les infrastructures, même quand leur financement se fait en bonne partie par les budgets de collectivités. Réfléchir aux infrastructures du futur, dans les transports mais aussi dans d'autres domaines d'avenir, en utilisant un modèle de financement en partie monétaire aurait moins d'impact négatif sur la population et les contribuables. Il aurait du coup de meilleures chances d'être accepté politiquement.

D'ailleurs, l'implication de la BNS ou de fonds de pension peut se faire en partenariat avec des organisations qui généreraient les investissements sur le terrain, jouant un rôle analogue à celui d'une banque à disposition de collectivités ou encore de privés, pour stimuler le développement.

Créer un centre de compétence

Il ne suffit toutefois pas de jeter de l'argent sur le pays pour faire pousser de nouvelles infrastructures: il faut qu'elles soient pensées et développées de façon optimale. Cela mène au deuxième pas politique important que nous devons faire: transformer notre pays en centre de compétences en matière d'infrastructures. Nous avons la chance d'avoir un terreau parfait pour développer ici un tel outil: hautes écoles, pépinières d'entreprises innovantes, cadre de vie agréable, main-d'œuvre hautement qualifiée, institutions démocratiques et reconnaissance internationale.

Positionner la Suisse comme centre de compétences constituerait un investissement pour notre propre avenir et donnerait à notre pays le caractère de pionnier reconnu pour faire face aux défis que l'ensemble de la planète doit relever.

Le besoin crucial d'investir dans les infrastructures en utilisant les moyens à disposition dans notre pays emporte l'adhésion, sous des formes différentes, des acteurs

de [tous bords politiques](#).

Le progrès comme priorité

La solution s'impose comme une évidence: il faut utiliser la force du franc, les fonds de la BNS et les capacités de notre système de prévoyance professionnelle pour investir dans des projets d'infrastructures d'avenir.

En réalité, celles et ceux qui payeront pour nos investissements sont les responsables actuels de la surévaluation de notre monnaie, qu'ils achètent en masse pour bénéficier de la sécurité qu'elle apporte. La Suisse peut vendre cette sécurité pour s'acheter un avenir plus radieux. Pourquoi hésiter à prendre une option si évidente? Il n'y a plus lieu de se priver de la possibilité de définir de façon un tant soit peu démocratique la stratégie de la BNS en matière d'utilisation de ses fonds.

Actuellement, l'obstacle principal à l'utilisation de cette force de frappe tient à la limite posée par la Constitution fédérale. Laquelle accorde à la BNS une très grande indépendance dans l'accomplissement de son mandat, centré sur la lutte contre l'inflation et la politique conjoncturelle. Cette limitation devrait faire à l'avenir l'objet d'ajustements pour permettre à la banque centrale de notre pays de défendre le mieux possible les intérêts des habitants du pays.

En effet, tant la banque

centrale que les fonds de pension disposent de moyens financiers considérables,

susceptibles d'aider à faire évoluer substantiellement notre

pays. Reste à faire le choix politique d'en tirer parti et profit.

Exilés de l'Europe de l'Est en Suisse pendant la guerre froide

«Chercher refuge. Les phases d'exil d'Europe centrale pendant la Guerre froide», édité par Matthieu Gillibert / Tiphaine Robert, Itinera 42 / 2017, Supplément de la RSH, Schwabe Verlag, Basel, 192 pages

Pierre Jeanneret - 15 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31204>

La question de l'exil et des migrants a bien sûr un rapport direct avec l'actualité. Dans cet [ouvrage collectif bilingue](#) de la série *Itinera* liée à la *Revue Suisse d'Histoire*, il s'agit cependant d'une situation bien particulière, celle de l'exil politique provenant de l'Europe de l'Est à l'époque de la confrontation entre les deux blocs.

Les exils juifs de Pologne (1945-1968) concernent, eux, assez peu la Suisse. Les émigrés choisissent plutôt Israël, les Etats-Unis ou le Canada comme terres d'asile. Les raisons de leur départ sont nombreuses: impossibilité de se réadapter dans un pays qui est devenu le cimetière de leurs proches, désir de rejoindre d'éventuels survivants de leur familles à l'étranger, pour certains un regain d'intérêt pour le sionisme au moment où se crée un Etat-refuge, l'Etat juif; mauvais accueil des rescapés des camps d'extermination par la population locale, voire politique antisémite des nouvelles autorités communistes.

Cet exil a connu quatre phases. La première suit la vague de violences antijuives en Pologne, notamment le pogrom de Kielce (4 juillet 1946), qui fit 42 victimes. En février 1947, 140'000 Juifs ont déjà quitté le pays, soit plus de la moitié des rescapés de 1945. La deuxième vague est celle des années 1949-1951, alors que l'attitude de l'Union soviétique, au début favorable au nouvel Etat juif, a complètement changé. On assiste à un regain d'antisémitisme en 1956, avec la résurgence de la vieille antienne: les Juifs contrôlent toute la vie politique et économique du pays... La dernière étape est celle de 1968, où plus de 13'000 Juifs quittent le pays, suite à la violente campagne «*antisioniste*», menée notamment par le général Moczar, devenu ministre des affaires intérieures.

La Suisse a été infiniment plus concernée par l'exil massif des Hongrois en 1956, qui suit l'écrasement de la révolution par les blindés soviétiques. On compte pas moins de 200'000 réfugiés en Europe de l'Ouest,

en Amérique et en Australie, dont 11'962 en Suisse, ce qui représente le plus haut pourcentage au *pro rata* du nombre d'habitants. Leur accueil chez nous sera particulièrement généreux. Cela tient certes à la situation de haute conjoncture que connaît alors la Suisse. Mais surtout à l'immense émotion populaire qu'a suscitée l'intervention militaire soviétique à Budapest, émotion d'ailleurs largement instrumentalisée par la presse, le gouvernement helvétique et les Eglises.

Le profond anticommunisme qui règne alors en Suisse, et qui trouvera dans l'affaire hongroise un aliment supplémentaire, n'y est évidemment pas pour rien! Les Hongrois sont de «*bons*» réfugiés, à l'instar des Tibétains de 1963 persécutés par le régime communiste chinois ou les Tchécoslovaques de 1968 après la liquidation du «*Printemps de Prague*». L'accueil des Chiliens menacés par le putsch de Pinochet en 1973 sera infiniment moins généreux.